



INDUSTRIE

En Finistère, l'année 2004 est marquée par un léger rebond de l'activité industrielle

et par une restauration de la rentabilité. Le chiffre d'affaires, dopé par les exportations

finistériennes, a augmenté. Deux points négatifs : la baisse des effectifs et une pause plus longue

que prévue dans les investissements.

Comme chaque année en Bretagne, la Banque de France a effectué de mi-décembre 2004 à janvier 2005 une enquête auprès d'un échantillon de 1 178 entreprises industrielles, du bâtiment, du génie civil et de certains services marchands, représentant 147 840 salariés. Cette étude permet de dresser un bilan de l'activité économique en 2004 et de tracer les perspectives pour l'année 2005.

Conjoncture industrielle bretonne globalement satisfaisante

Contrairement aux deux dernières années, caractérisées par un repli de l'activité, les performances de l'industrie bretonne en 2004 sont meilleures. Son chiffre d'affaires a augmenté de 10,9 % (cf. tableau 1). Cette évolution positive a profité à tous les secteurs d'activités, et plus particulièrement à l'industrie automobile et des biens d'équipement (+ 38,8 %), grâce notamment aux bons résultats de l'usine Peugeot-Citroën. Cette croissance s'explique également par la hausse des exportations (+ 3,6 %) dans tous les secteurs, sauf celui des biens de consommation.

Les effectifs industriels bretons ont légèrement augmenté (+ 0,9 %). Cette variation résulte de l'accroissement relativement important des emplois de l'industrie automobile (+ 8 %) et d'un faible recul dans les autres secteurs.

Le seul indicateur à la baisse est celui des investissements (- 5,6 %). Cette diminution est liée, en partie, à l'achèvement de grands programmes d'équipement du secteur automobile en 2003. Néanmoins, une reprise des investissements a été constatée dans l'industrie des biens de consommation (+ 27,5 %) et celle de l'agroalimentaire (+ 4,8 %).

Pour 2005, les perspectives annoncées par les industriels bretons sont plutôt favorables. Ils prévoient une stabilité de l'emploi, une hausse des chiffres d'affaires et des investissements, et une légère régression des exportations. Tous les secteurs seraient concernés par cette élévation de leur activité, mais, globalement, à un rythme moins soutenu qu'en 2004. Les biens d'équipement devraient enregistrer

une plus forte augmentation de leur activité, grâce notamment à la bonne tenue de l'industrie navale.

Léger rebond de l'activité industrielle finistérienne

Conformément aux ambitions annoncées dans l'enquête précédente, la production industrielle du département a connu un léger rebond (+ 1,2 %), tirée par la croissance des exportations (+ 2,4 %).

Ces accroissements de l'activité et des exportations ont touché surtout les secteurs des biens intermédiaires et des biens d'équipement (cf. tableau 2). Les exportations de biens d'équipement se sont accrues de 19,1 %. L'agroalimentaire est le seul secteur dont le chiffre d'affaires (- 1,6 %) et les exportations (- 9,4 %) ont baissé.

Ces évolutions se sont accompagnées d'un redressement de la rentabilité brute pour l'ensemble des activités (+ 9,4 %), mais d'une moindre ampleur pour l'agroalimentaire (+ 2,6 %).

Effectifs et investissements en baisse

Contrairement aux autres indicateurs, les variations des effectifs et des investissements des industriels finistériens sont négatives (- 3 %).

Le seul secteur d'activités épargné par le fléchissement des emplois est celui des biens intermédiaires (+ 1,1 %). Cette évolution générale

des effectifs s'est traduite par un moindre recours au travail temporaire.

Comme en 2003, la baisse des investissements s'est poursuivie, mais dans des proportions beaucoup moins importantes : - 3,4 % en 2004, contre - 19,8 % en 2003. Cependant, selon les secteurs, la situation est contrastée. Les investissements dans le secteur des biens de consommation ont été très soutenus, et dans une moindre mesure, dans l'industrie agroalimentaire. À l'inverse, un recul a été enregistré dans les secteurs des biens intermédiaires et des biens d'équipement.

Perspectives plutôt optimistes des industriels finistériens

Pour 2005, les anticipations exprimées par les chefs d'entreprises finistériennes, en termes d'exportations et de chiffres d'affaires, sont, dans l'ensemble, positives. Seul le secteur des biens intermédiaires prévoit une faible diminution de son activité et de ses exportations. Le niveau des effectifs devrait rester stable, par rapport à 2004. Enfin, l'érosion des investissements pourrait se poursuivre, dans des proportions proches de 2004. Néanmoins, les prévisions d'investissements sont assez ambitieuses dans les secteurs des biens d'équipement et surtout des biens intermédiaires, à la différence de ceux de l'agroalimentaire et des biens de consommation.

TABEAU 1 • L'industrie en Bretagne et en Finistère

Évolutions 2003/2004	Bretagne	Finistère
Chiffres d'affaires	+ 10,9 %	+ 1,2 %
Exportations	+ 3,6 %	+ 2,4 %
Effectifs	+ 0,9 %	- 2,6 %
Investissements	- 5,6 %	- 3,4 %
Rentabilité brute	+ 5,0 %	+ 9,4 %
Prévisions 2005 en tendance		
Chiffres d'affaires	+	+
Exportations	-	+
Effectifs	=	=
Investissements	+	-

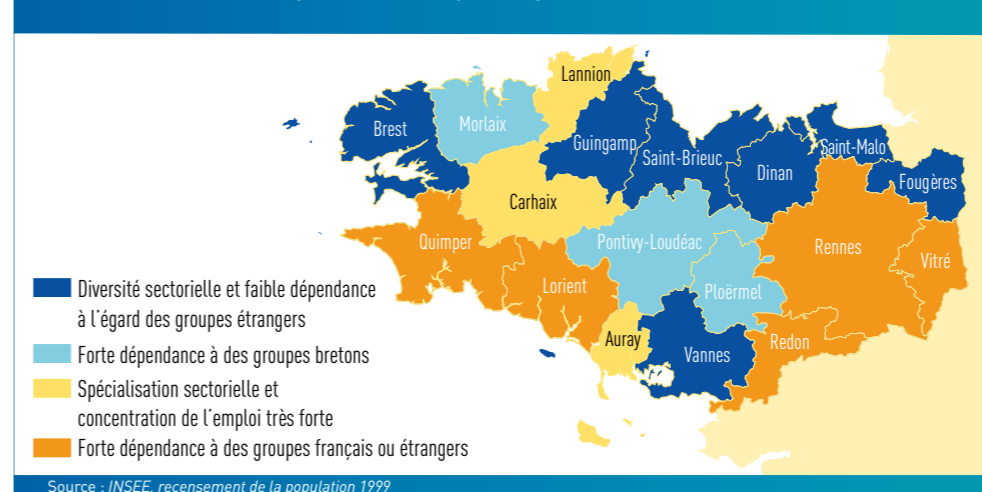
Source : Banque de France - Service des Affaires Régionales de Bretagne
++ forte hausse, + hausse, = stabilité, - baisse, -- forte baisse.

TABEAU 2 • Évolutions et prévisions par secteur d'activités en Finistère

Évolutions 2003/2004	Chiffres d'affaires	Exportations	Effectifs	Investissements	Rentabilité brute
Industries agroalimentaires	- 1,6 %	- 9,4 %	- 4,3 %	+ 10,9 %	+ 2,6 %
Biens intermédiaires	+ 8,1 %	+ 5,9 %	+ 1,1 %	- 46,1 %	+ 9,7 %
Biens d'équipement, automobile	+ 8,3 %	+ 19,1 %	- 1,7 %	- 5,3 %	+ 25,1 %
Biens de consommation	+ 1,6 %	+ 0,5 %	- 2,5 %	+ 314,7 %	+ 20,3 %
Prévisions 2005 en tendance					
Industries agroalimentaires	+	+	+	-	
Biens intermédiaires	-	-	=	++	
Biens d'équipement, automobile	+	+	-	+	
Biens de consommation	+	+	=	--	

Source : Banque de France - Service des Affaires Régionales de Bretagne

CARTE • Les zones d'emploi selon leur système productif



Source : INSEE, recensement de la population 1999

Les spécificités économiques finistériennes : forces ou faiblesses ?

Plusieurs indicateurs peuvent être pris en compte pour mesurer le niveau de fragilité de l'économie d'un territoire : le degré de dépendance des territoires à des groupes étrangers, de spécialisation sectorielle, de concentration de l'emploi dans les principaux établissements... Dans une étude réalisée par l'INSEE⁽¹⁾, les zones d'emploi bretonnes ont été classées en quatre catégories, en fonction de différents indicateurs (cf. carte). En Finistère, chaque zone d'emploi appartient à un groupe différent. L'analyse du Finistère par zone d'emploi met donc en évidence un département avec une situation économique hétérogène. La capacité d'adaptation de ces territoires aux mutations économiques sera plus ou moins grande selon leurs caractéristiques. Ainsi, par exemple, en cas de crise, une zone très spécialisée sera davantage exposée aux risques qu'un territoire fortement diversifié.

Avec un indice de diversification industrielle⁽²⁾ de 0,108, l'économie de la zone d'emploi de Brest est jugée très diversifiée. Elle présente une structure

industrielle composée d'établissements faiblement dépendants des groupes étrangers.

Celle de Morlaix est très dépendante de groupes bretons, et est légèrement moins diversifiée que Brest (indice de diversification : 0,162).

Les zones d'emploi de Quimper et Lorient sont très dépendantes de groupes français ou étrangers. Leurs indices de diversification industrielle sont respectivement de 0,108 et 0,103.

Enfin, celle de Carhaix appartient au groupe des territoires les plus spécialisés, avec une très forte concentration de l'emploi. Son économie est très dépendante de l'agroalimentaire, regroupant 70 % de l'emploi salarié industriel. Son indice de diversification est supérieur à celui des autres zones d'emploi (0,207).

Le Finistère, hormis la zone d'emploi de Carhaix, dispose donc d'un tissu économique relativement diversifié, le rendant moins vulnérable face aux mutations économiques actuelles et à venir.

(1) "La Bretagne face aux mutations économiques" - Octant n° 100 - janvier 2005.

(2) Cet indice, compris entre 0 et 1, est très faible si l'emploi industriel se répartit entre de nombreux secteurs d'activités. Il atteint une valeur maximale de 1 si l'emploi industriel est concentré dans un seul secteur.

Mondialisation, délocalisations... les réponses des CCI

Les médias se font régulièrement l'écho de nouvelles délocalisations industrielles. La situation est-elle si inquiétante pour le Finistère? Le phénomène de la mondialisation ne nous épargne pas, même si, jusqu'ici, il n'a qu'un impact limité sur le tissu économique : l'emploi salarié industriel a continué d'augmenter de 0,6 % entre 1990 et 2003. Les risques de la mondialisation sont cependant réels : délocalisations, pertes d'emplois, concurrence croissante... Ces tensions sur la main d'œuvre sont aggravées par la perspective des nombreux départs à la retraite dans les prochaines années.

Que peuvent faire les CCI dans ce contexte?

Nous devons maintenir nos efforts de promotion économique du territoire, au sein de l'association Investir en Finistère et dans le cadre des pôles de compétitivité bretons. Nous veillerons également à mettre à disposition des entreprises des compétences adaptées à leurs besoins, grâce à des formations initiales ou continues. Nous continuerons enfin de soutenir la compétitivité des entreprises grâce à nos prestations de conseil et d'accompagnement.

Marcel Hamon
Vice-président Industrie de la CCI de Brest